ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 5 mai 2021 — N° 187
Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Blainville sur le sujet suivant : *Le décès de M. Guy Frigon.*

- La députée de Westmount–Saint-Louis sur le sujet suivant : *Souligner le mois du Patrimoine asiatique.*

- Le député de Taillon sur le sujet suivant : *La Semaine nationale de la santé mentale.*

- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Souligner le 40e anniversaire du Centre d'Implication Libre de Laval.*

- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *Le 15e anniversaire de l'Orchestre Symphonique de Gatineau.*

- Le député de Richelieu sur le sujet suivant : *Les lauréates de la médaille du lieutenant-gouverneur du Québec pour la jeunesse 2021*.

- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Gala Agristars 2021 : Félicitations aux récipiendaires de Huntingdon!*

- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Souligner le travail de M. André Fournier, maire de Causapscal.*

- Le député de Vanier-Les Rivières sur le sujet suivant : *Féliciter le Centre de parrainage civique de Québec pour leur projet Histo'ART.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS
- **a) documents**
- **b) rapports de commissions**
- **c) pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

2) Projet de loi n° 49
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 13 novembre 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **27 avril 2021**

3) Projet de loi n° 61
Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 3 juin 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 11 juin 2020
Reprise du débat ajourné au nom du député de La Pinière le **12 juin 2020**

4) Projet de loi n° 83
Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 10 décembre 2020
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **22 avril 2021**

5) Projet de loi n° 86
Loi concernant la dévolution de la couronne
Présenté par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne le **11 mars 2021**

6) Projet de loi n° 90
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions
Présenté par ministre des Finances le **4 mai 2021**

Étude détaillée en commission

7) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

8) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

9) Projet de loi n° 59
Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 27 octobre 2020
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 2 février 2021
Principe adopté le **16 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

10) Projet de loi n° 64
Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 12 juin 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 septembre 2020
Principe adopté le **20 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

11) Projet de loi n° 78
Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 8 décembre 2020
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 9 mars 2021
Principe adopté le **14 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

12) Projet de loi n° 79
Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement
Présenté par le ministre responsable des Affaires autochtones le 9 décembre 2020
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 13 avril 2021
Principe adopté le **14 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

13) Projet de loi n° 82
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 10 mars 2020
Présenté par le ministre des Finances le 11 décembre 2020
Principe adopté le **17 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

14) Projet de loi n° 88
Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs le 11 mars 2021
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 20 avril 2021
Principe adopté le **21 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

Prise en considération de rapports de commissions

15) Projet de loi n° 74
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 2 décembre 2020
Principe adopté le 2 février 2021
Rapport la Commission des finances publiques déposé le **22 avril 2021**

16) Projet de loi n° 84*
Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement
Présenté par le ministre de la Justice le 10 décembre 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 2 février 2021
Principe adopté le 4 février 2021
Rapport de la Commission des institutions déposé le **27 avril 2020** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

17) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

18) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

19) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**

20) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

21) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**

22) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**

23) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**

24) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**

25) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**

26) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**

27) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**

28) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

29) Projet de loi n° 396
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**

30) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**

31) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**

32) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**

33) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le
26 septembre 2019

34) Projet de loi n° 491
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le
12 novembre 2020

35) Projet de loi n° 492
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 juin 2020**

36) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**

37) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**

38) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**

39) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes aînées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**

40) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**

41) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**

42) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**

43) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**

44) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**

45) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**

46) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**

47) Projet de loi n° 599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**

48) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser qu'elle s'applique aux entreprises privées qui exercent leurs activités dans un champ de compétence fédérale
Présenté par le député de Jean-Lesage le **24 septembre 2020**

49) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**

50) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**

51) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**

52) Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**

53) Projet de loi n° 696
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **10 février 2021**

54) Projet de loi n° 697
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**

55) Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés aux restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**

56) Projet de loi n° 699
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1er avril 2021**

57) Projet de loi n° 790
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**

58) Projet de loi n° 792
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**

59) Projet de loi n° 794
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**

Étude détaillée en commission

60) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019
Principe adopté le **13 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

61) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Saint-Tite
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

62) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Sutton
Présenté par le député de Richmond le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

63) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Nominingue
Présenté par la députée de Labelle le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

64) Projet de loi n° 216
Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
Présenté par le député de René-Lévesque le **21 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

65) Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

66) Projet de loi n° 219
Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

67) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2022 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 25 mars 2021 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **30 mars 2021**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition de la Société d'habitation du Québec sur le chapitre 4 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Programme AccèsLogis Québec: réalisation des projets d'habitation » et en suivi de la recommandation 2.1 du 41e rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable ».
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le chapitre 2 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance ».
- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Sutton (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Nominingue (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 216**, Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau (mandat confié le 21 octobre 2020).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail (mandat confié le 16 février 2021).
- **Projet de loi n° 78**, Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises (mandat confié le 14 avril 2021).
- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 82**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 10 mars 2020 (mandat confié le 17 février 2021).
- **Projet de loi n° 219**, Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 86**, Loi concernant la dévolution de la couronne (mandat confié le 4 mai 2021).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 8 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 64**, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (mandat confié le 20 octobre 2020).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 79**, Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement (mandat confié le 14 avril 2021).
- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 13 avril 2021).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 88**, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 21 avril 2021).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'ÉVOLUTION DE LA LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Étudier les enjeux reliés à l'élargissement de l'aide médicale à mourir pour les personnes en situation d'inaptitude et les personnes souffrant de problèmes de santé mentale.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

189) M. Marissal (Rosemont) – **9 février 2021**
Au ministre des Finances

Le 10 novembre 2017, le ministre des Finances du Québec rendait public le *Plan d'action pour assurer l'équité fiscale*. Ce plan d'action donnait suite au rapport de la Commission des finances publiques (CFP) de l'Assemblée nationale sur le phénomène du recours au paradis fiscaux, publié en mars de la même année.

Dans le rapport de la CFP, deux recommandations n'ont pas été retenues par le gouvernement dans le Plan d'action du ministre des Finances, soit les recommandations 5 et 6 :

> « 5. Impose les dividendes reçus au Québec et qui ont fait l'objet de déductions à l'étranger.
>
> 6. Accorde un crédit d'impôt équivalent à l'impôt payé sur un revenu à l'étranger plutôt que de permettre le rapatriement de ce revenu au Québec en franchise d'impôt. »

Le Plan d'action mentionne ceci : «En 2017, 29 des 35 pays membres de l'OCDE ont un régime permettant le rapatriement des bénéfices étrangers au moyen de dividendes sans imposition ou offrent un allègement à l'égard de tels dividendes.» (Plan d'action, p. 157)

Mes questions au ministre des Finances, relatives à la mesure 5 du plan d'action :

- Quelle est l'évaluation des sommes que le Québec perd en refusant d'appliquer ces deux recommandations?
- Quelle est l'évaluation des effets de la perception des dividendes imposée par 6 des 35 pays membres de l'OCDE?
- Est-ce que le Québec a entamé des discussions avec le gouvernement fédéral et les autres provinces pour faire front commun dans l'imposition de ces dividendes ?

190) M. Marissal (Rosemont) – **9 février 2021**
Au ministre des Finances

Le 10 novembre 2017, le ministre des Finances du Québec rendait public le *Plan d'action pour assurer l'équité fiscale*. Ce plan d'action donnait suite au rapport de la Commission des finances publiques (CFP) de l'Assemblée nationale sur le phénomène du recours au paradis fiscaux, publié en mars de la même année.

La mesure 2 du Plan d'action énonce que « le Québec demande au gouvernement fédéral de lui transmettre les informations accessibles dans le cadre des conventions fiscales bilatérales signées avec d'autres pays ».

En février 2018, devant les membres de la CFP, le ministère des Finances témoignait que dans le cadre des conventions fiscales actuelles, seuls les renseignements transmis par la France et les États-Unis pouvaient être transmis au Québec par l'Agence du Revenu du Canada. Par contre, ces conventions fiscales permettraient au Québec de recevoir les données sur les entreprises québécoises faisant affaire à l'étranger.

La mesure 3 du Plan d'action énonce «[qu'a]fin de tirer pleinement parti des informations obtenues grâce aux mesures 1 et 2, le Québec met en place le Groupe d'intervention spécialisé en planifications fiscales internationales, pour exploiter les données financières et fiscales.»

Mes questions au ministre des Finances, relatives à la mesure 2 du plan d'action :

- Dans quelle mesure est-ce que le gouvernement du Québec obtient à l'heure actuelle du gouvernement fédéral les informations obtenues par ce dernier en vertu :
    - De toutes les conventions fiscales auxquelles le Canada est partie prenante?
    - Des déclarations pays par pays mises en œuvre dans le cadre du projet BEPS de l'OCDE et que le Canada reçoit depuis 2017?
- Est-ce que les informations transmises du gouvernement fédéral au Québec permettent, d'une part, de pouvoir établir les chiffres d'affaires et les profits réalisés par les entreprises transnationales au Québec et, d'autre part, d'établir les profits détournés en vue de leur plus faible imposition ailleurs que chez nous?

- Comment le Québec, en vertu de sa souveraineté en matière fiscale, compte-t-il remédier à la situation s'il n'a pas reçu des informations, pour assurer une équité fiscale des entreprises québécoises vis-à-vis des entreprises transnationales?

Mes questions au ministre des Finances, relatives à la mesure 3 du plan d'action :

- Pour chaque année depuis la publication du Plan d'action, combien de personnes ont fait partie de ce groupe d'intervention spécialisé en planifications fiscales internationales (En équivalent temps complet — ETC)?
- Quelles sommes ont réellement été dépensées par Revenu Québec pour ce groupe d'intervention spécialisé?
- Quels ont été les objectifs d'embauche de personnel pour ce groupe, notamment de professionnels spécialisés sur les questions de planifications fiscales internationales?
- Est-ce que ces objectifs ont été atteints pour chacune des années depuis la publication du Plan d'action?
- Est-ce qu'un rapport d'étape concernant les travaux de ce groupe est disponible et déposé devant la Commission?
- Quelle est la proportion du personnel affecté aux travaux sur les entreprises en comparaison avec celle du personnel affecté aux travaux sur les particuliers sachant que seulement 5 % des fonds qui transitent par des paradis fiscaux appartiennent à des particuliers?
- Considérant cette proportion (le 5 % mentionné ci-dessus), y aurait-il lieu de mettre l'accent davantage sur les planifications fiscales des sociétés plutôt que celles des particuliers?

191) M. Marissal (Rosemont) – **9 février 2021**
Au ministre des Finances

Le 10 novembre 2017, le ministre des Finances du Québec rendait public *le Plan d'action pour assurer l'équité fiscale*. Ce plan d'action donnait suite au rapport de la Commission des finances publiques (CFP) de l'Assemblée nationale sur le phénomène du recours au paradis fiscaux, publié en mars de la même année.

La mesure 5 du Plan d'action énonce que « le Québec appuiera l'Agence des services frontaliers du Canada pour assurer la perception de la taxe de vente du Québec sur les biens corporels provenant de l'étranger et vendus par des entreprises n'ayant pas de présence physique ou significative au Québec. »

Nous savons que la mesure 5 n'a pas donné les résultats escomptés. Par contre, un projet pilote de taxation à la frontière sera établi en 2021 selon ce qui a été annoncé dans le cadre de la présentation du budget 2020 : «Compte tenu de la volonté commune des deux gouvernements, le Québec travaillera avec le gouvernement fédéral afin de mettre en place, en 2021, des règles harmonisées de perception de la TVQ et de la TPS/TVH par les fournisseurs étrangers» (Source : Budget 2020-2021, Renseignements additionnels, p. B.4).

Mes questions au ministre des Finances, relatives à la mesure 5 du plan d'action :

- Où en sont les discussions avec le gouvernement fédéral relativement à ce projet pilote et quelles en sont les grandes lignes?
- Est-ce que le ministère des Finances a mis à jour son estimation de 2017 des revenus perdus en taxe de vente du Québec sur les biens corporels provenant de l'étranger et vendus par des entreprises n'ayant pas de présence physique ou significative au Québec? Si oui, quelles sont les pertes estimées en 2020?
- Est-ce que le ministère des Finances a étudié les effets négatifs de ce passe-droit pour les commerces et entreprises locales? Si oui, quelles sont les conclusions?

192) M. Marissal (Rosemont) – **9 février 2021**
Au ministre des Finances

Les gouvernements des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du G20 ont amorcé en 2013 une refonte en profondeur des règles fiscales internationales. C'est ainsi que le projet BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) a été créé. L'objectif de ce projet était de revoir les règles en vigueur pour qu'elles soient adaptées au contexte de l'économie mondiale, et qu'elles suivent l'évolution de cette dernière. Il s'agissait donc de faire en sorte que les bénéfices soient imposés dans les pays où les activités économiques s'exercent. L'un des principaux problèmes identifiés comme étant à l'origine du phénomène BEPS est l'absence de coordination entre les règles nationales. De plus, l'évolution constante de l'environnement économique mondial amène souvent un décalage avec les règles internationales. Enfin, il a été constaté qu'il y avait des lacunes importantes et généralisées dans la connaissance des données et des informations.

Le Plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices de 2013 énonce 15 actions, autour de trois axes : «parvenir à une cohérence entre les règles nationales ayant des effets sur les activités transnationales, renforcer les exigences relatives à la substance des normes internationales en vigueur et améliorer la transparence ainsi que la visibilité pour les entreprises qui n'adoptent pas une ligne de conduite offensive.»

En octobre 2020, le Cadre inclusif pour le BEPS (regroupement de plus de 125 pays et juridictions qui collaborent à la mise en œuvre des mesures découlant du projet BEPS) a diffusé les plans de travail des deux Piliers résultant du projet BEPS, soit :

1. Les solutions pour répartir les droits d'imposition entre juridictions («lien et répartition des bénéfices»);
2. La conception d'un système propre à garantir que les entreprises multinationales paient un niveau minimum d'impôt sur les bénéfices.

Mes questions au ministre des Finances :

- Est-ce que le ministère des Finances ou Revenu Québec a procédé à une analyse des effets pour le Québec des propositions de l'OCDE soumises en octobre dernier (piliers 1 et 2) ?
- Est-ce que le ministère des Finances ou Revenu Québec a procédé à une évaluation des revenus qui pourraient être générés pour le Québec si la proposition de l'OCDE (piliers 1 et 2) était mise en œuvre ?
- À la lumière des difficultés à obtenir un accord multilatéral relativement à la taxation de l'économie numérique, ne serait-il pas judicieux pour le Québec d'introduire une nouvelle taxe temporaire sur le chiffre d'affaires des entreprises du secteur numérique, comme l'ont fait certaines juridictions telles que la France?
- Puisqu'une harmonisation d'une telle taxe temporaire sur l'économie numérique avec le gouvernement fédéral serait souhaitable, est-ce que le ministère des Finances ou Revenu Québec ont entamé des discussions avec leurs homologues fédéraux à ce sujet?
- Dans le contexte des déficits budgétaires importants liés à la pandémie de COVID-19 et à la hausse concomitante des revenus et des profits des géants de l'économie numérique, le ministre juge-t-il opportun que le gouvernement du Québec fasse une demande explicite au gouvernement fédéral pour qu'une taxe temporaire sur les entreprises de l'économie numérique soit mise en œuvre ?

223) M. Ouellette (Chomedey) – **30 mars 2021**
À la ministre de la Sécurité publique

Le vendredi 21 août 2020, lors de la période des crédits du ministère de la Sécurité publique, j'avais demandé à madame la ministre quelles actions avaient été prises suite à la réception par son cabinet de plaintes visant du favoritisme dans ce qu'il avait été convenu d'appeler un système organisé de nominations partisanes dans les promotions d'officiers au sein de la Sûreté du Québec.

En fonction des réponses obtenues, j'avais demandé à la ministre d'informer les membres de la Commission des institutions des éléments suivants et nous revenir avec des réponses à savoir :

1. Qui traitait ces plaintes reçues à son cabinet ;
2. Si la ministre avait vérifié le processus d'octroi des promotions d'officier à la Sûreté du Québec ;
3. Combien de plaintes avaient été reçues à son cabinet ;
4. Est-ce que les responsables visés par ces plaintes de favoritisme avaient été informés des allégations à leur égard ;
5. Comment la ministre comptait-elle s'y prendre pour assurer un processus de promotion juste pour tous.

Depuis cette demande faite publiquement et dont vous trouverez les fondements dans les transcriptions des débats de cette journée, les membres de la Commission des institutions attendent depuis plus de sept mois la ou les réponses de la ministre et de son ministère à ces cinq questions.

Le 24 mars 2021, je demandais à la ministre lors de la période de questions si son directeur de cabinet, M. Cédric Lavoie, avait eu le temps de l'informer du dossier et des plaintes qu'il avait reçues en novembre 2019.

La ministre peut-elle nous informer et nous dire quelles actions précises ont été prises suite à la réception de ces plaintes en plus de fournir des réponses aux 5 questions préalablement posées lors des crédits du ministère de la Sécurité publique du 21 août 2020 ?

224) M. LeBel (Rimouski) – **30 mars 2021**
Au gouvernement

La situation continue de dégénérer dans l'ouest du Bas-St-Laurent avec de plus en plus de nouveaux cas de COVID-19. On atteint même un nombre de cas record depuis le début de la pandémie. De plus en plus de gens craignent que la région passe en zone rouge.

Si cela devait arriver, je me demande en foi de quoi la santé publique pénaliserait l'est du Bas-Saint-Laurent qui connaît un bilan épidémiologique sensiblement similaire à celui de nos voisins gaspésiens, qui eux, sont au palier jaune. Avant les Fêtes, le gouvernement caquiste avait décidé de diviser l'ouest et l'est du Bas-Saint-Laurent en deux. Il est donc possible de faire l'inverse au moment où la situation semble s'empirer dans les MRC de l'ouest de la région.

Mais voilà que selon le directeur régional de la santé publique, c'est le ministre de la Santé et des Services sociaux qui a décidé qu'il n'y aurait pas de séparation dans les régions cette fois-ci, contrairement à avant les Fêtes, où le KRTB était resté en orange alors que les MRC de Rimouski-Neigette, La Mitis, La Matapédia et La Matanie avaient basculé en zone rouge.

Le directeur a été clair en affirmant que : « C'est une décision politique. On nous a dit que ce serait ainsi cette fois-ci, et ce, pour toutes les régions. Aucune division. »

Alors, ma question est la suivante :

Au moment où la région craint de passer en zone rouge avec de plus en plus de cas dans les MRC de l'ouest du Bas-St-Laurent, le ministre peut-il nous expliquer sur quelle base il a décidé qu'une partie de la région puisse demeurer en zone orange n'est plus possible contrairement à avant les Fêtes?

226) M. LeBel (Rimouski) – **1er avril 2021**
Au gouvernement

Passe-Partout est un programme éducatif qui facilite la première transition scolaire des enfants de 4 ans et de leur famille. C'est reconnu que les enfants qui ont participé à Passe-Partout sont susceptibles d'être moins vulnérables à la maternelle. C'est pourquoi les parents devraient avoir accès à ce programme par choix.

Ce programme éducatif est offert depuis plus de 40 ans et sa particularité est de soutenir la compétence parentale tout en facilitant la première transition scolaire. Il peut être offert en parallèle avec la maternelle 4 ans et s'avère un excellent complément aux différents services de garde éducatifs. Le programme Passe-Partout apporte de nombreux bienfaits aux enfants participants. Il permet de rejoindre les enfants qui ne fréquentent aucun service de garde éducatif avant l'âge de cinq ans et d'identifier leur vulnérabilité et leurs besoins avant leur entrée à l'école. Il est nécessaire de se donner tous les outils pour agir rapidement si un enfant a des difficultés.

Dans le contexte actuel de pandémie et également en lien avec l'évolution des maternelles 4 ans, j'ai appris que plusieurs des centres de services scolaires ont réduit le nombre de groupe de Passe-Partout.

Le financement du programme Passe-Partout est plafonné, ces coupures seront donc permanentes.

Il s'agit de deux programmes éducatifs différents qui peuvent cohabiter.

Mes questions sont les suivantes :

Est-ce possible de suspendre le plafond de financement du programme Passe-Partout dans les règles budgétaires des centres de services scolaires afin que les places non utilisées en période de pandémie puissent être financées dans les prochaines années?

Est-ce réalisable de revoir pour 2022-2023 les modalités du programme Passe-Partout en lien avec les recommandations du Rapport d'évaluation ministérielle, incluant l'actualisation du cadre d'organisation et des règles budgétaire afin de permettre le déploiement du programme à l'ensemble du Québec?

227) M. LeBel (Rimouski) – **13 avril 2021**
Au gouvernement

L'évaluation de la conduite automobile, en principe, est demandée si vous observez des changements dans votre condition physique ou mentale. Une réduction de nos facultés suite à une maladie doit être évaluée par un ergothérapeute. C'est tout à fait normal, mais l'âge ne doit pas être un critère discriminatoire. On constate un grand nombre de personnes âgées qui doivent passer un examen de conduite de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et il arrive très souvent que la SAAQ leur demande des rapports avec un ergothérapeute suite à un échec routier. Les frais chez un ergothérapeute actuellement, soit 650 $, et les délais pour obtenir un rendez-vous, soit un an d'attente, sont inacceptables.

Dans le passé, ce service gratuit était offert par le Centre Intégré de santé et des services sociaux de la région. Depuis quelques années ce service est offert au privé seulement et on constate une augmentation des coûts qui sont devenus difficiles à assumer pour les personnes âgées. En plus du stress qu'elles doivent vivre pour cette évaluation, s'ajoute aussi l'angoisse liée à l'aspect financier.

Dans une société démocratique comme la nôtre qui a des valeurs sociales importantes, comment peut-on en être arrivé là en éliminant complètement ce service public qui était nécessaire pour une grande partie de la population?

À mon avis, il y a situation d'âgisme, une discrimination lorsqu'il s'agit d'une personne âgée versus un jeune. Un jeune peut reprendre son examen à la SAAQ sans avoir à aller chez un ergothérapeute.

Ma question est la suivante :

Est-ce que le gouvernement va reconsidérer cette règle afin d'offrir à la population, y compris les aînés, un service d'ergothérapie au public?

228) M. LeBel (Rimouski) – **15 avril 2021**
Au gouvernement

Le gouvernement du Québec a acquis les ports de Rimouski, Matane, Gaspé et Gros-Cacouna du gouvernement canadien le 30 mars 2020. Il aura fallu trois ans de négociation avant l'acquisition. Selon la présidente-directrice générale (PDG) de la Société portuaire du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, Mme Anne Dupéré, nous avons hérité du fédéral de structures qui étaient très hypothéquées. Des structures que les tempêtes de neige et de vent viennent chaque année contribuer à accélérer leur processus de dégradation.

Le temps compte et la négligence d'Ottawa a été telle dans les années précédentes qu'il parait évident qu'il faudra encore beaucoup de temps pour moderniser ces ports importants pour l'économie de l'est du Québec. Selon la société portuaire, ce n'est qu'en 2023 ou 2024, que l'on devrait être en mesure de débuter des travaux et cela « si tout va bien ».

Le transfert de propriété d'Ottawa à Québec s'accompagnait d'un chèque de près de 150 millions pour faire ces travaux jugés majeurs. Des acteurs impliqués de près dans ce dossier sont persuadés que les 150 millions de dollars d'Ottawa seront insuffisants. C'est une question qui préoccupe le conseil d'administration de la Société portuaire.

Ma question est la suivante :

Est-ce que le gouvernement peut confirmer les échéanciers prévus pour le début des travaux et considère que les 150 millions transférés d'Ottawa seront suffisants pour moderniser ces 4 ports? Sinon entend-il revenir à la charge auprès d'Ottawa qui est responsable de la dégradation de ces ports ou entend-il lui-même ajouter les sommes nécessaires aux travaux?

229) Mme Weil (Notre-Dame-de-Grâce) – **20 avril 2021**
À la ministre de l'Enseignement supérieur

En date du 7 octobre dernier, l'ordre des chimistes du Québec vous a transmis une lettre faisant état de leurs grandes préoccupations face à trois enjeux, ainsi que la solution qu'il propose, soit la mise à jour de la Loi sur les chimistes professionnels.

Premièrement, l'OCQ exprime une vive inquiétude quant à la désuétude de la Loi sur les chimistes professionnels adoptée en 1964, une loi qui nuit à la capacité à lutter adéquatement contre l'exercice illégal de la chimie et à protéger le public.

Deuxièmement, l'absence d'encadrement adéquat de la profession de microbiologiste engendre un risque important et bien documenté pour la population. L'OCQ s'inquiète par ailleurs d'une hausse possible de la désinformation en lien avec la situation sanitaire actuelle.

Finalement, l'OCQ déplore que les dispositions de la loi actuelle nuisent à l'intégration à l'ordre et au marché de l'emploi des chimistes formés à l'étranger en faisant fi de toute expérience en chimie qu'un candidat qualifié et compétent ait acquise durant son parcours professionnel.

L'ordre des chimistes du Québec propose de remédier à ces trois problématiques en mettant à jour la loi et ainsi en mettant à jour la définition de la chimie, en assurant l'intégration des microbiologistes à un ordre conjoint avec les chimistes, et en facilitant l'intégration des chimistes formés à l'étranger.

La ministre peut-elle nous informer quant à ses orientations concernant la mise à jour de la Loi sur les chimistes professionnels et quel est son échéancier?

La ministre peut-elle nous indiquer si un nouveau projet de loi sera présenté au cours de la présente législature?

230) M. LeBel (Rimouski) – **21 avril 2021**
Au gouvernement

Après un an de pandémie, un meilleur soutien aux personnes en situation de pauvreté n'est à l'évidence pas la priorité du gouvernement du Québec. On parle pourtant de 800 000 personnes qui n'arrivent pas à couvrir leurs besoins de base au Québec… Est-ce que cela ne devrait pas nous inciter à revisiter des modèles de solidarité sociale empruntant au revenu de base garanti?

À l'échelle canadienne, le directeur parlementaire du budget (DPB) a présenté, la semaine dernière, les résultats de l'exercice qui l'avait mené à publier ses premières estimations en juillet 2020. Il expliquait avoir appliqué à l'échelle du Canada les paramètres stratégiques d'un projet pilote effectué en 2017 à petite échelle, sur un échantillon de 4 000 personnes. Le Parti libéral provincial de l'Ontario avait instauré la mesure avant que le Parti conservateur de Doug Ford ne l'enraye après les élections de 2018.

Un Revenu de base garanti (RBG) réduirait selon lui le taux de pauvreté au Québec de plus de 60,4 % et de 49 % au Canada. Ces baisses estimées dans le taux de pauvreté sont calculées selon la mesure du panier de consommation (MPC), qui se base sur la moyenne du prix des biens et services de base.

Pourquoi pas un projet pilote au Québec? Des organisations réunies en une seule alliance pour tout le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine aimeraient que soit testé un projet de revenu de base ou d'assurance revenu de base dans toutes ces régions pendant 20 ans.

Le but est d'assurer un filet de sécurité pour tout le monde, que ce soit si la maladie frappe ou si une personne veut changer de carrière.

Selon un des promoteurs du projet, Yves Bonnier Viger, directeur de la santé publique pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, les expériences qui sont faites dans le monde ont toujours donné des résultats qui vont dans le même sens : diminuer la mortalité, la violence, les visites à l'urgence, les hospitalisations, etc.

Selon lui et selon les intervenants, il a aussi été démontré que les gens qui reçoivent un revenu de base ne « s'enrichissent » pas et n'arrêtent pas de travailler, au contraire. Une fois l'argent de l'aide sociale et autres récupéré, le projet de départ coûterait 800 M$, mais le montant serait appelé à diminuer.

L'alliance souhaite pour le moment discuter de la meilleure façon de faire pour deux ou trois ans. Par la suite, le projet pilote pourrait prendre place pendant 20 ans.

La pertinence d'un tel projet est d'autant plus grande qu'il s'inscrit dans un environnement socioéconomique qui amplifie l'isolement et l'exclusion sociale et creuse toujours davantage les inégalités.

Ma question : Est-ce que le ministère de la Solidarité sociale serait disposé à participer à un tel projet pilote tel que soutenu par le directeur de la santé publique pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine?

231) M. LeBel (Rimouski) – **22 avril 2021**
Au gouvernement

Considérant le taux d'inoccupation historiquement bas dans la RMR Rimouski (0.9 % selon les dernières statistiques de la SCHL) et considérant la réalité de marché constatée par le biais des négociations opérées avec la majorité des propriétaires privés participants au programme PSL (Programme de supplément au loyer), il est envisageable que différentes situations problématiques voient le jour au cours des prochains mois en lien avec la non-disponibilité de logements locatifs abordables, spécifiquement dans le secteur urbanisé de la Ville de Rimouski. Nous allons droit vers une crise du 1er juillet.

Aussi, dans le contexte actuel, il est prévisible et probable que des problématiques de logements pourraient survenir avec des ménages qui ne pourront se qualifier comme requérant admissible auprès de l'OHRN. L'OHRN n'aurait alors que peu de ressources pour participer à la résolution de ces problématiques, si ce n'est qu'une aide temporaire de dernier recours (en lien avec une situation d'itinérance, par exemple).

Depuis le 1er juillet 2020, l'OHRN et ses partenaires ont constaté une augmentation importante de situations d'itinérance. Notamment, des citoyens ont vécu dans des tentes ou des habitations saisonnières, et certains ont aussi dû être accompagnés d'urgence à l'approche de l'hiver. Bien que l'OHRN ait pu offrir un support à plusieurs de ces requérants en difficulté, il a été constaté par les partenaires et l'OHRN que certains de ces citoyens en difficulté ne répondaient pas aux critères des programmes de logements sociaux disponibles.

Les options étant limitées dans ces situations, les partenaires offrant de l'hébergement temporaire ont souvent été dépassés par la demande, les logements transitoires sur le marché (1 et demi, studio) étant tous déjà occupés. Les organismes qui œuvrent en matière d'habitation, dans les MRC avoisinantes, ont confirmé vivre les mêmes difficultés (taux d'inoccupation de logements abordables extrêmement bas, pression sur le marché locatif et immobilier par la migration positive, absence sur le marché d'options pour les citoyens ayant besoin de grands logements).

De plus, cette rareté fait craindre une détérioration de la situation déjà précaire des ménages locataires à faibles et modestes revenus, alors que le loyer moyen continue d'empirer. Le loyer mensuel moyen des logements de 3 chambres a d'ailleurs augmenté de 5,7 % en un an, alors que l'IPC a augmenté de 0,8 %.

Les différents partenaires impliqués dans l'offre de logement social s'inquiètent que dans le contexte actuel, les ménages locataires forcés de déménager ne trouvent carrément pas à se reloger. Ce sont autant de gens qui auraient besoin d'un logement social maintenant et qui doivent attendre des mois, voire des années.

Il importe donc qu'une solution globale soit identifiée par les acteurs du milieu lorsqu'un citoyen n'ayant pas droit à un logement social, ou ayant droit, mais sur une liste d'attente depuis longtemps, se trouve sans solution. Divers partenaires, notamment les autorités de santé publique, de services sociaux, les municipalités et leurs partenaires assument au mieux leur responsabilité, mais la réalité c'est que Rimouski aurait besoin d'au moins 305 logements additionnels.

Ma question en trois volets :

Compte tenu de la situation au sujet de la crise du logement au Québec, où est rendue la construction des 15 000 logements promis par la CAQ?

Vu la hausse des prix du logement au Québec, est-ce qu'il y a des moyens qui seront mis en place pour éviter la spéculation sur l'augmentation inacceptable du prix d'un logis?

Est-ce que les villes et les partenaires du milieu auront une aide spéciale pour faire face au 1er juillet et au manque de logement abordable appréhendé?

232) M. Gaudreault (Jonquière) – **28 avril 2021**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 26 novembre 2018, la circonscription de Jonquière a reçu une annonce gouvernementale sur un projet d'agrandissement et de réaménagement de l'urgence de l'Hôpital de Jonquière. Celle-ci précisait et donnait l'autorisation d'amorcer l'élaboration du programme fonctionnel et technique.

Nos questions au ministre de la Santé et des Services sociaux sont les suivantes :

Est-ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux autorisera l'étape des plans et devis essentiels à la réalisation des travaux dans les prochaines semaines, considérant que les retards influenceront les échéanciers?

Est-ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux s'engage à concrétiser le projet de l'urgence de l'Hôpital de Jonquière, comme prévu dans les échéanciers initiaux, pour 2024?

233) M. LeBel (Rimouski) – **28 avril 2021**
Au ministre de l'Économie et de l'Innovation

Le 24 avril dernier, on apprenait qu'un conflit commercial entre le Canada et l'Australie allait pénaliser les petits producteurs de vin du Québec. Cette entente prévoit de nouveaux frais sur les bouteilles québécoises vendues dans les épiceries et dépanneurs. Ces frais pourraient avoisiner les 6 dollars par bouteille ce qui ajoutera un degré de difficulté pour la vente de ce genre de produit en épicerie. Cette nouvelle mesure représente une autre barrière pour les producteurs de vin et d'hydromel du Québec.

Ma question est la suivante :

Est-ce que le ministre de l'Économie pense permettre aux producteurs de vin et d'hydromel de faire de la vente en ligne et d'expédier leurs produits directement à leur client pour contrer les impacts négatifs de cette nouvelle disposition?

234) M. LeBel (Rimouski) – **5 mai 2021**
Au gouvernement

Tout récemment, l'ensemble des Auberges du cœur du Québec ont sollicité l'appui financier du gouvernement pour assurer la pérennité et le déploiement de leurs activités. Les Auberges soulignent avec raison que le financement à la mission des maisons d'hébergement jeunesse n'a pas été bonifié lors du dernier budget.

La situation des jeunes en difficulté et sans abri est préoccupante surtout dans un contexte de mesures sanitaires liées à la COVID-19 et de crise du logement. Les Auberges du cœur accueillent de nombreux jeunes à travers le Québec tout au long de l'année. Pour ce qui est de ma circonscription, Le Transit offre un soutien à près de 80 jeunes en difficulté ou sans abri chaque année. Ces jeunes, âgés entre 17 et 30 ans, vivent des difficultés ayant des incidences importantes sur leur intégration sociale, leur vie familiale, leurs habitudes de vie, leur insertion professionnelle ou leur parcours scolaire.

Malgré l'ajout de services et de programmes, plusieurs de ces jeunes ont cumulé un lot d'échecs, de maltraitance, de négligences voire de mauvaises décisions ou de malchances qui minent leur capacité à s'en sortir.

Les Auberges du cœur ont développé des approches novatrices pour soutenir ces jeunes dans leurs démarches afin d'améliorer leur autonomie et leur capacité d'agir. L'objectif est de créer des liens significatifs avec les jeunes et également de développer leur autonomie afin d'accomplir leur projet de vie.

Ma question:

Le gouvernement compte-t-il répondre positivement aux demandes des Auberges du cœur afin qu'elles puissent se concentrer sur leur mission qui consiste à soutenir les jeunes en difficultés dans leur cheminement de vie?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 4 mai 2021
Loi visant à reconnaître le Collège militaire Royal de Saint-Jean comme établissement d'enseignement de niveau universitaire – *ministre de l'Enseignement supérieur*

b) 4 mai 2021
Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives – *ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi conférant au salarié un droit à une « pause-vaccin » pour se faire vacciner contre la COVID-19 – *député de Gouin*